

Département du Var

# VILLE DE SAINT CYR SUR MER

-----  
Arrondissement de  
TOULON

-----  
Canton de  
SAINT-CYR-SUR-MER

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2024- 04 - 22

Séance du 9 avril 2024

Diffusée en direct sur la chaine youtube  
de la Ville de Saint-Cyr-sur-Mer

\*\*\*\*\*

Nombre de Conseillers 33

En exercice : 33  
Présents : 27  
Représentés : 5  
Absent excusé : 1

L'an deux mille vingt quatre, le neuf avril,  
Le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-CYR-SUR-MER  
réuni à l'Espace Provence sur la convocation et sous la présidence de  
Monsieur le Maire.

**OBJET :** *Etaient présents* : Monsieur Philippe BARTHELEMY, Maire  
*Adjoint* : Mesdames GOHARD, GUIROU, SAMAT, Messieurs  
CORDEIL, FERRARA, HERBAUT, JOANNON, LUCIANO.

*Conseillers Municipaux* : Mesdames CIDALE Amandine, GENEVOIS  
Laura, GIACALONE Sabine, GROC Cynthia, LARLET-LOIR Evelyne,  
MONTLAUR Ambre, ORSINI Christine, SZOHR Evelyne, Messieurs  
AÏSA Olivier, BAIXE Bruno, GUEGUEN Yannick, HOCQUET  
Dominique, LEPACHELET Jacques, OLIVIER Dominique, PAMELLE  
Yohann, PEYRARD Christian, STOPPOLANI Gilles, VALENTIN Jean-  
Michel.

**ATTRIBUTION DE  
L'INDEMNITE  
FORFAITAIRE  
COMPLEMENTAIRE  
POUR ELECTION  
(I.F.C.E)**

*Etaient représentés* :  
*Adjointe* : Madame VANPEE Michèle (procuration à Madame Sabine  
GIACALONE)

*Conseillers Municipaux* : Mesdames MANOUKIAN Astrid (procuration  
à Madame Cynthia GROC), NEVIERE-MAESTRONI Mireille  
(procuration à Monsieur Dominique HOCQUET), Messieurs MAUBE  
Yvan (procuration à Monsieur Gilles STOPPOLANI), ROCHE Jean-  
Paul (procuration à Monsieur Christian PEYRARD).

*Etait absente excusée* :  
*Conseillère Municipale* : Madame ROCHE-SANNA Corinne

<<<>>>

Le Conseil Municipal nomme Monsieur Yannick GUEGUEN, Secrétaire  
de séance.

Rapporteur : Madame GIACALONE

Le 9 juin 2024 se tiendront les élections européennes. A cette occasion, le personnel municipal sera mobilisé. L'arrêté ministériel du 27 février 1962 prévoit la mise en place de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection. Cette indemnité s'adresse aux agents qui participent à l'organisation du scrutin et qui sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 et L.2121-2

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.714-4,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté du 27 février 1962 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,

Vu l'arrêté NOR : RDFS1400417A du 12 mai 2014 modifié fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal d'instaurer l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection aux agents ayant accompli des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962 et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, en déterminant le crédit global affecté à cette indemnité,

Considérant qu'il doit exceptionnellement être fait appel, à l'occasion d'une consultation électorale et en dehors des heures normales de service, à des agents de la Commune,

Considérant que l'IFCE fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière et que seuls les agents employés par une Commune sont susceptibles de la percevoir,

Le Conseil Municipal, à l'UNANIMITE,

DECIDE d'instituer selon les modalités et suivant les montants définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et du décret n°2002-63 l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections et précise que le montant de référence calcul sera celui de l'I.F.T.S. de 2<sup>ème</sup> catégorie assortie d'un coefficient de 8.

DECIDE que les dispositions de l'indemnité faisant l'objet de la présente délibération pourront être étendues aux agents non titulaires de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

DECIDE que conformément au décret n° 91-875, le Maire fixera les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'I.F.C.E.

DECIDE que le paiement de cette indemnité sera effectué après chaque tour de consultations électorales en 2024 et les années suivantes

AUTORISE l'autorité territoriale à procéder aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion des élections.

DIT que les crédits sont inscrits au budget 2024 et seront inscrits dans les budgets des années suivantes.

Ainsi fait et délibéré  
Les Jour, Mois et An susdits

Pour extrait conforme

Le Maire

Le Secrétaire de Séance

Philippe BARTHELEMY

Yannick GUEGUEN